

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Allemagne-Le-dernier-reacteur-sera>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Nos dossiers et analyses > La sortie du nucléaire marque des points > **Allemagne - Le dernier réacteur sera arrêté en 2022 !**

24 juin 2011

Allemagne - Le dernier réacteur sera arrêté en 2022 !

Le 30 mai, le ministre de l'Environnement Norbert Röttgen a annoncé formellement que l'Allemagne - la 4e économie mondiale et la première d'Europe - sortira du nucléaire en 2022. Le gouvernement d'Angela Merkel annule donc la loi d'octobre 2010 qui repoussait la sortie jusqu'en 2036. Une semie-victoire pour le mouvement écologiste allemand, qui préconisait un délai de sortie beaucoup plus rapide et restera mobilisé.



"La croissance, la création d'emplois, la prospérité économique"... sans nucléaire

La chancelière a déclaré : « *Nous pensons pouvoir montrer aux pays qui décident d'abandonner l'énergie nucléaire - ou de ne pas commencer à l'utiliser - comment il est possible d'assurer la croissance, la création d'emplois et la prospérité économique tout en orientant la production d'énergie vers les énergies renouvelables* ». La chancelière a ajouté « *nous ne voulons pas seulement renoncer au nucléaire d'ici 2022, mais nous voulons également réduire nos émissions de CO2 de 40% et doubler la part des énergies renouvelables, de 17% aujourd'hui à 35%* ».

Il est désormais prévu que les 17 réacteurs du pays seront arrêtés d'ici 2021, mais une année d'extension supplémentaire jusqu'en 2022 reste envisagée pour les 3 réacteurs les plus récents, pour parer à tout risque de pénurie électrique.

Tirer les leçons de "l'impuissance" de toute nation face à une catastrophe nucléaire

Cette décision est conforme aux conclusions du [rapport de la « Commission d'éthique pour la fourniture d'énergie propre »](#) constituée par Mme Merkel au lendemain de Fukushima. Constituée de 17 membres, elle est co-présidée par Klaus Toepfer, ancien directeur du PNUE (Programme des Nations-Unies pour l'Environnement), et par Matthias Kleiner, directeur de la Fondation Allemande pour la Recherche. Kleiner déclarait le 30 mai : « *Fukushima a été une expérience dramatique, où l'on voit que même une nation de haute technologie ne peut faire face à une telle catastrophe.* » Il ajoutait que « *l'énergie nucléaire est une technologie trop lourde de risques pour que nous puissions l'imposer à nous-mêmes et à nos enfants* ». Angela Merkel, titulaire d'un doctorat en physique, a déclaré que « *l'impuissance* » du Japon face au désastre de Fukushima l'avait amenée à reconsidérer les risques de cette technologie.

Si en France, cette décision a été décriée comme « téméraire » et « irréfléchie » par le chœur des

nucléocrates, il n'en va pas de même en Allemagne. Le mouvement antinucléaire allemand y voit une décision encore bien trop complaisante vis-à-vis des grands électriciens. Une grande partie des militants réclamait une fermeture immédiate de l'ensemble du parc. [Greenpeace Allemagne plaidait pour une sortie d'ici 2015](#), tandis que l'Agence Fédérale de l'Environnement elle-même indiquait qu'[une sortie d'ici 2017 aurait été tout à fait possible](#), sans impacts notables sur les prix de l'énergie et le climat, et sans plonger l'Allemagne dans le noir.

Dans l'immédiat, 8 réacteurs sont immédiatement fermés

7 réacteurs, arrêtés temporairement en vertu d'un moratoire décidé le 14 mars, resteront fermés définitivement, ainsi que le réacteur de Krümmel arrêté depuis 2009 après divers incidents dont un incendie dans un transformateur. Ces 8 réacteurs arrêtés retranchent 8,3 GW de capacité nucléaire, soit 40% environ des 20,5 GW de puissance nucléaire installée, qui représentent eux-mêmes 20,2% de la capacité de production électrique totale (101,7 GW toutes énergies confondues) de l'Allemagne en 2011. Les électriciens E.On, Vattenfall et RWE envisagent d'attaquer l'État allemand en justice pour le manque à gagner que ces fermetures anticipées représenteront.

Malgré l'arrêt de ces 8 réacteurs, le pays - exportateur net d'électricité vers la France depuis 2004 - reste autosuffisant selon la [DENA \(Deutsche Energie Agentur\)](#), l'agence allemande de l'énergie. La DENA a également indiqué que la capacité de production d'énergie renouvelable du pays avait atteint ce printemps un pic de 28 GW (soit autant que 28 réacteurs nucléaires de 1000 MW de puissance).

Dès le 14 mars, un moratoire...

Trois jours après le déclenchement de la catastrophe de Fukushima, le 14 mars 2011, la chancelière Angela Merkel avait annoncé un moratoire de trois mois sur la prolongation de la durée de fonctionnement des 17 réacteurs nucléaires allemands, décidée à l'automne 2010. Ce même jour, plus de 100 000 personnes avaient participé à des rassemblements anti-nucléaires en Allemagne, dans plus de 450 villes.

7 réacteurs entrés en service avant 1980 avaient alors été arrêtés, puisque du fait même du moratoire ils n'avaient plus l'autorisation de continuer à fonctionner. La sûreté de ces réacteurs devait faire l'objet d'une inspection immédiate, à la lumière de la perte totale de contrôle de la centrale japonaise. Aucun accord n'ayant pu être trouvé avec les opérateurs électriques, le moratoire a fait l'objet d'un décret.

Le moratoire a été décidé à peine quatre mois et demi après l'adoption par les députés d'une loi repoussant la fermeture des centrales nucléaires de 12 ans en moyenne (de 8 ans à 14 ans selon les cas), qui reportait donc l'horizon de la sortie du nucléaire à 2036, au lieu de 2022.

La sortie en 2022, c'est "retour vers le futur"...

2022 : c'était déjà l'échéance du plan de sortie du nucléaire que le chancelier Gerhard Schröder et son gouvernement « rouge-vert » (1998-2005) de coalition entre le SPD et Die Grünen (Les Verts allemands) avaient décidé en 2000 et fait passer dans la loi en 2002.

Mais, conformément au programme électoral de 2009 de sa coalition CDU-CSU-FDP, Angela Merkel avait décidé à l'automne 2010 de prolonger la durée d'exploitation des centrales du pays de 12 ans en moyenne (8 ans pour les plus anciennes, 14 pour les plus récentes), ce qui repoussait la fin de l'énergie atomique en Allemagne à 2036.

Avec cette de sortie réactualisée, l'Allemagne ne fait donc que revenir à la décision initiale... Si on peut se réjouir de la fermeture de la parenthèse ouverte par Merkel, on peut en revanche déplorer que les autorités allemandes n'aient pas tiré toutes les leçons de la catastrophe de Fukushima pour

opter pour un plan de sortie du nucléaire plus ambitieux, dans un délai plus court. La sortie en 2022 demeure une solution de compromis.

La sortie du nucléaire en Allemagne n'a rien d'une folie

Il y a quelques jours, Eric Besson, ministre de l'Industrie et de l'Énergie, a écrit fort contrarié au Commissaire Européen à l'Énergie pour lui demander d'organiser une réunion de concertation avec les différents ministres européens au sujet de la décision allemande de sortir du nucléaire. Nos dirigeants, auxquels une grande partie de la presse emboîte le pas, fustigent ainsi une réaction "émotionnelle", un "manque de sang-froid"...

En réalité, la décision d'Angela Merkel n'a absolument rien de téméraire. Loin de sortir du chapeau, elle se situe finalement dans la continuité de la loi de sortie du nucléaire adoptée par le gouvernement Schröder il y a près de dix ans, et dont la suspension l'an dernier par la coalition des libéraux et conservateurs allemands n'aura finalement été qu'une brève parenthèse. La dynamique pour atteindre cette sortie est en place depuis bien longtemps, avec des lois de soutien aux énergies renouvelables qui ont déjà permis de créer 370 000 emplois. Celles-ci représentent déjà 17 % de la consommation d'électricité allemande, et cette part pourrait même atteindre 47 % d'ici 2020, selon l'Agence allemande des Energies Renouvelables.

Soulignons également que le choix de 2022 comme date butoir résulte d'un compromis politique et n'a rien d'extravagant. L'immense majorité des antinucléaires allemands plaide pour une sortie plus rapide, voire immédiate. L'Agence Fédérale de l'Environnement elle-même a produit ce printemps une étude démontrant qu'une sortie vers 2017 aurait été tout à fait possible, sans mettre au tapis la puissance industrielle de l'Allemagne et sans effet négatif notable sur le prix de l'électricité.

"Et l'explosion des émissions de gaz à effet de serre ?". L'argument serait pertinent s'il n'émanait pas exclusivement du chœur des pollueurs français, ceux-là mêmes qui n'invoquent le climat qu'en ces occasions et refusent par ailleurs que la France se dote d'objectifs de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre plus ambitieux. Or, même le projet de sortie en 2017 ne prévoit pas de nouvelle centrale au charbon. D'ailleurs, on ne trouvera pas les charbonniers dans les rangs des partisans de la sortie du nucléaire allemande... mais bien les plus éminents défenseurs du climat, tel le réseau "Klima-Allianz" ou l'Institut de Recherche sur le Climat de Potsdam. Pour tous les partisans de la sortie du nucléaire, la transition énergétique n'est pensable qu'en excluant les énergies sales, quelles qu'elles soient.

Le mécontentement de la France cache un aveu d'impuissance

Les réactions de nos gouvernants ne trahissent pas seulement leur méconnaissance du système énergétique allemand ; on peut y lire aussi de véritables cris de panique. Panique face au désaccord dans le couple franco-allemand, peur d'être isolé en Europe... mais aussi aveu d'impuissance criant quant à la vulnérabilité de notre propre système énergétique.

Contrairement à ce que prétend la majorité présidentielle, l'Allemagne ne va pas importer plus : exportatrice nette d'électricité, elle n'a pas besoin du courant français. En revanche, et tous en sont conscients, elle va probablement vendre beaucoup moins. Et c'est là que le bât blesse : en dépit de son parc nucléaire surdimensionné, la France doit bien avouer qu'elle n'est pas autosuffisante et que son illusoire "indépendance énergétique" n'est plus garantie. (Rappelons le caractère mensonger de cette prétendue "indépendance" : 100% de l'uranium utilisé dans les centrales françaises est importé, la technologie de nos réacteurs est sous licence de l'américain Westinghouse, Areva ne possède et ne maîtrise pas la technologie de centrifugation mise en oeuvre dans sa nouvelle usine d'enrichissement de Georges Besse 2, etc.)

Où la France ira-t-elle acheter les kWh qui lui manquent quand, comme cet été, la sécheresse

empêche le fonctionnement de plusieurs centrales ? Et surtout, comment fera-t-elle quand il faudra faire face au désormais traditionnel pic de consommation hivernal, qui devient plus aigus chaque année ?

Ce n'est certainement pas la faute de l'Allemagne si la France est un colosse aux pieds d'argile, qui a opéré des choix énergétiques irrationnels. Si, sous la pression d'EDF et consorts, le chauffage électrique, qui consomme chaque année la production de 10 réacteurs, a été développé tous azimuts. Si les performances énergétiques de nos bâtiments stagnent à un niveau si médiocre qu'il horrifie nos voisins européens. Et surtout, si la France s'est dotée de ce parc nucléaire aussi dangereux qu'incapable de répondre aux pointes de consommation.

Au lieu d'incriminer l'Allemagne, la France ferait donc bien mieux de faire preuve d'humilité et d'engager au plus vite une transition énergétique vers un futur sans nucléaire, sobre et renouvelable.